

Source <http://reason.com/archives/2013/01/21/the-war-on-sex-workers/singlepage>

Table des matières

Texte traduit par le Translation Club du forum http://intersectionnalite.forumactif.org	1
La guerre contre les travailleur-se-s du sexe.....	1
Hors de Craigslist et dans les rues.....	2
Comment le travail du sexe est devenu "l'exploitation sexuelle".....	3
Féministes, Flics et Conservateurs.....	5
'Tas d'os sur Gilgo Beach'	7
Texte original de http://reason.com/archives/2013/01/21/the-war-on-sex-workers/singlepage	8
The War on Sex Workers.....	8
Off Craigslist and Onto the Streets.....	8
How Sex Work Became “Sexual Exploitation”.....	9
Feminists, Cops, and Conservatives.....	11
‘Sack of Bones on Gilgo Beach’	12

Texte traduit par le Translation Club du forum <http://intersectionnalite.forumactif.org>

La guerre contre les travailleur-se-s du sexe

Une alliance profane de féministes, policiers et conservateur-trice-s nuit aux femmes, au nom de la défense de leurs droits.

Melissa Gira Grant, extrait du numéro de février 2013

Le 30 août dernier, une femme de 19 ans a été arrêtée à Ann Arbor, dans le Michigan, après qu'un potentiel client ait appelé le 911 pour la dénoncer. Il prétend qu'elle a augmenté ses tarifs après le premier contact en ligne. Les policiers l'ont menottée puis embarquée.

Cette histoire, publiée pour la première fois sur AnnArbor.com, n'a rien de particulier. Ce n'est qu'une histoire parmi les douzaines d'autres que vous pourrez lire quotidiennement dans les rapports de police et les journaux, souvent illustrées par des photos d'identité. De nombreuses personnes accusées de prostitution sont arrêtées, puis jugées, condamnées et incarcérées. Cependant aucune association de défense des droits des femmes ne rassemble de statistiques exploitables. Le nom et la photo de ces personnes sont enregistrés dans les bases de données pour toujours, quel que soit le résultat du procès.

Les conséquences de telles arrestations peuvent briser des vies. En Louisiane, certaines femmes arrêtées pour prostitution ont été inculpées d'après une loi vieille de 200 ans interdisant les «crimes contre nature». Ces accusées — des femmes racisées et des femmes trans* pour la plupart — finissent par être inscrites au registre des délinquant-e-s sexuel-le-s. Au Texas, une troisième arrestation pour prostitution est automatiquement considérée comme crime. Les prisons pour femmes sont tellement surchargées que cet État est en train de réviser sa loi afin de réduire les coûts. À Chicago, la police publie des photos d'identité de toutes les personnes arrêtées pour racolage en ligne, et une campagne visant à humilier les clients masculins a été mise en place. Cependant, des chercheur-se-s à l'université DePaul ont constaté que 10% de ces photos représentent des femmes trans* qui ont été considérées à tort comme des hommes par les policiers, et accusées d'être des clients. L'accusation de prostitution poursuit ces femmes toute leur vie, notamment lors de démarches administratives : postuler à un travail, inscrire leurs enfants à la

garderie, louer un appartement, faire un emprunt, demander un passeport ou un visa.

Les travailleur-se-s du sexe ne sont pas tout-e-s des femmes, mais les femmes souffrent infiniment plus [qui dit mieux ? en traduction littérale : "de manière disproportionnelle" ça le fait pas ? disproportionnée*] de la stigmatisation, des discriminations et des violences qui touchent les travailleur-se-s du sexe. Il en résulte en filigrane une guerre contre les femmes, invisible à moins que vous ne soyez vous-même proche du travail du sexe. Ce sont surtout des femmes qui mènent et défendent cette guerre : une coalition de féministes, de conservatrices, et même quelques militantes qui défendent les droits humains, et qui soumettent les travailleur-se-s du sexe à la pauvreté, la violence et la prison — tout cela au nom de la défense des droits des femmes.

Hors de Craigslist et dans les rues.

Une femme habillée en kaki des pieds à la tête tente de rassembler quelques dizaines de personnes venues manifester devant les bureaux New Yorkais de *The Village Voice*. Ses yeux protégés du soleil brûlant de Juin par un chapeau à larges bords style safari, Norma Ramos désigne d'une main l'entrée de l'hebdomadaire alternatif, agrippant de l'autre une pancarte faite main. Y est écrit, en lettre délibérément inégales : "La VÉRITÉ derrière Backpage.com : "2 millions de dollars par mois récoltés en hébergeant des publicités faisant la promotion de l'exploitation sexuelle"

Ramos est la directrice exécutive de la Coalition Against Trafficking in Women (CATW), ou Coalition Contre la Traite des Femmes. Selon une brochure promotionnelle venant de son représentant, Ramos est à la tête du combat contre "l'une des injustices sociales les plus ignorées et tragiques qui affectent notre monde". Elle revendique (non sans une certaine exagération) être à l'origine de la fermeture du catalogue "Services Érotiques" de Craigslist, où quiconque ayant une adresse email pouvait poster une annonce offrant des services sexuels aux autres internautes. Avec la disparition des Services Érotiques, précédée par des années de lobbying par des forces de l'ordre et par la National Association of Attorneys General (l'Association Nationale des Procureurs Généraux), beaucoup de travailleurs-ses du sexe se reportèrent sur le principal compétiteur de Craigslist, Backpage.com, qui a vu une impressionnante hausse de publicité en rapport avec le travail du sexe. (Le site, précédemment détenu par Village Voice Media, a récemment été mis à l'écart de l'hebdomadaire alternatif, en partie à cause de la controverse autour de son contenu.)

Le combat de Ramos contre Craigslist, de même que la campagne contre Backpage qui a suivi, a accentué les coûts autour du travail sexuel pour certain-e-s de ces travailleurs-ses. Après que leurs adversaires aient utilisé les médias et des audiences au congrès pour former des liens douteux entre Craigslist et la violence et les abus au sein du travail du sexe, Craigslist a commencé à facturer 5 dollars pour chaque nouvelle publicité dans sa catégorie Services Érotiques, soutenant que connaître les numéros de carte de crédit pourrait aider la police à localiser les personnes ayant été victimisées. Pour ces travailleur-se-s du sexe qui ne pouvaient se permettre de payer ces frais, la meilleure solution était alors d'encourir des risques physiques et juridiques supplémentaires en racolant dans les rues. Tout ce buzz attira l'attention sur ces deux sites, donnant à la police une excuse pour augmenter les descentes visant à mettre en prison ceux faisant leur publicité sur Craigslist et Backpage. Maintenant, Ramos remue la boue pour un second acte.

Deux mois avant la manifestation devant les locaux du *Voice*, l'icône féministe Gloria Steinem tenait court dans les bordels d'Inde aux frais d'un projet humanitaire sponsorisé par la Fondation NoVo, une des plus importantes associations caritatives privées pour femmes aux Etats-Unis. L'argent de NoVo est celui de Warren Buffet: 1 milliard de dollars, transférés par le deuxième Américain le plus riche à son fils Peter, qui dirige cet effort avec sa femme Jennifer. Steinem a accompagné Peter et Jennifer Buffet dans une visite de Sonagashi, le plus grand quartier rouge de Calcutta. Steinem en est revenue avec une proposition surprenante: Ce qui pourrait vraiment

bénéficiaire aux femmes qui travaillent là — qu'elle décrit au Calcutta Telegraph comme des "prostituées", caractérisant leur condition d'"esclavage" — serait de mettre fin aux services de santé sexuelle et aux programmes d'éducation par les pairs dans les bordels, programmes qui ont été reconnus par l'Agence Américaine pour le Développement International comme des interventions de prévention du VIH. Steinem décrit les femmes conduisant ces programmes de santé et d'éducation comme des "trafiquantes" et celles et ceux qui les soutiennent comme "le lobby des trafiquants".

Comment en sommes-nous arrivés au point où, au nom de la "protection" des femmes, ou simplement d'assurer leurs "droits", les féministes si prompts à leur enlever leur travail et leur service de santé? Ramos, Steinem et leurs alliés confondent délibérément le travail sexuel et ce qu'ils et elles appellent désormais "le trafic sexuel" pour leurs intérêts propres, de ne pas faire avancer les droits des travailleuses du sexe. Le résultat est — ou devrait être — un scandale international.

Comment le travail du sexe est devenu "l'exploitation sexuelle"

Les combats entre féministes concernant la prostitution et la pornographie ne sont pas nouveaux. Mais le féminisme anti-travail du sexe a beaucoup évolué depuis les lignes de protestations devant les boutiques de magazines des années 70 et la résurgence des campus anti-porn des années 90. "La pornographie est la théorie, le viol est la pratique", écrit en 1980 l'auteure féministe et militante Robin Morgan. Elle est toujours là aujourd'hui, présentant une émission de radio sur les ondes 1580 am de D.C. (District of Columbia) pour la Médiathèque des Femmes. "La prostitution est du viol rémunéré", soutient Melissa Farley, qui se bat contre les travailleuses du sexe depuis les années 90 et produit à présent des rapports pour des organisations anti-prostitution comme Demand Abolition. Alors que ces femmes se concentraient auparavant sur mettre fin à l'objectification sexuelle dans les magazines et les quartiers chauds, elles portent aujourd'hui une guerre globale qui monte une classe de femme contre une autre.

Une des architectes de ce changement est l'avocate Jessica Neuwirth, une des fondatrices de l'organisation pour les droits des femmes Equality Now. Dans une interview de 2008 avec la sociologue du Barnard College Elizabeth Bernstein, Neuwirth décrit ce changement comme une dissociation d'une "vague de prise de conscience sur l'exploitation qui prenait la pornographie et la prostitution presque ensemble comme un type d'exploitation sexuelle commerciale des femmes." La réécriture était nécessaire a expliqué Bernstein au journal Theory and Society, parce que l'interdiction complète de la pornographie et de la prostitution n'était pas populaire, mettant les féministes en porte-à-faux avec leurs alliés libéraux comme l'Union Américaine pour les Libertés Civiles (ACLU). "Ils-elles se sont fait tapés par des gens comme l'ACLU" dit Neuwirth à Bernstein. "En resituant ces problématiques en termes de "traite des femmes" à l'étranger et comme une violation des engagements internationaux pour les droits humains des femmes (?)" expliquait Bernstein, "ils-elles sont devenu-es capables de mener les mêmes batailles sexuelles sans opposition."

Ces batailles étaient désormais effectuées au nom du combat contre "l'exploitation sexuelle", "le trafic sexuel", ou encore "l'esclavage sexuel". Cet activisme est passé dans le domaine de la loi internationale. En 2000, les féministes anti travail du sexe ont essayé de pousser leur définition du travail sexuel jusque dans le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Norma Ramos et ses alliés voulaient que le protocole, qui vise à définir formellement la traite à travers les programmes des Nations Unies et à promouvoir une collaboration entre les États membres des Nations Unies afin de protéger les droits des personnes victimes de traite, de définir toute prostitution comme du l'exploitation. Selon l'ouvrage

du chercheur de l'Initiative de Recherche de Paulo Longo Jo Doezema, paru en 2010, Esclaves sexuels et "discourses masters", les travailleur-se-s du sexe sont soutenu-e-s par le rapporteur des Nations Unies sur la violence faite contre les femmes, qui rejette l'amalgame entre prostitution et traite. Les travailleur-se-s du sexe se sont également opposés à la proposition de substitution de la Coalition Against Trafficking in Women, qui décrit le sexe commercial comme une "exploitation sexuelle".

Le CATW s'est lancé dans une offensive médiatique dans le but de discréditer ses opposants, allant même jusqu'à recourir à l'aide du sénateur Jesse Helms. Ça a marché. Leur convention a été approuvée et signée dans 117 pays différents, définissant les relations sexuelles tarifées comme "exploitation sexuelle". Cette convention a permis de donner aux féministes un cadre légal et moral pour attaquer le travail du sexe sous couvert de combat contre la traite des êtres humains.

"Ces personnes ont été très efficaces dans leur utilisation du terme "exploitation sexuelle" pour faire passer des lois en force", dit Ann Jordan, ancienne directrice du Program on Human Trafficking and Forced Labor au American University's Washington College of Law (le Programme sur la traite des êtres humains et le travail forcé, à la faculté de droit de Washington), qui défend le droit des personnes victimes de traite. "Beaucoup des personnes à qui illes parlent ne leur demandent jamais ce qu'ils entendent par là." Mais alors que les opposants au travail du sexe ont réussi à faire passer des lois contre "l'exploitation sexuelle", dit Jordan, ils ne sont pas à l'aise parce que personne ne sait ce que cela signifie."

À l'échelle nationale, les abolitionnistes ont remporté une de leurs plus grandes victoires avec la réautorisation du Trafficking Victims Protection Act (TVPRA - La loi pour la protection des victimes de la traite) en 2005. La loi allouait près de 50 millions de dollars aux forces de l'ordre pour "mettre en place des programmes destinés à réduire la demande masculine et à poursuivre les acheteurs de relations sexuelles tarifées". Bien que visant sur le papier à aider les victimes du travail forcé, TVPRA subventionne surtout les stratégies visant à décourager les hommes de recourir aux services de travailleur-se-s du sexe, parmi lesquels des activités plus ou moins légales comme l'escorting, la pornographie, le strip-tease et le téléphone rose, ainsi qu'à fichier les personnes dont ils cherchent à recourir les services. Bien que presque toutes les lois touchant à la prostitution aux Etats-Unis mises en place au niveau de l'État ou de la municipalité, assimiler prostitution à une traite fournit un cadre d'action contre le commerce du sexe au niveau fédéral.

Pendant ce temps, des législateurs de beaucoup d'États ont répondu aux demandes des activistes féministes en augmentant les peines pour les offenses ayant trait à la prostitution, tout en mettant l'accent sur l'application de la loi. "Quand on y pense, dit Jordan, si vous êtes un politicien au niveau étatique ou fédéral, et que quelqu'un vient vous voir et dit 'Il y a des hommes horribles qui séquestrent toutes ces pauvres vierges innocentes, et tout ce que vous avez à faire, c'est mettre de l'argent dans les caisses des forces de l'ordre'", vous allez avoir envie d'agir. Intensifier l'action de la brigade des mœurs permet aux législateurs d'éviter les mesures compliquées nécessaires au soutien des personnes victimes de traite, ou simplement de ne pas s'occuper de ces politiques sur le travail et l'immigration qui poussent de nombreuses personnes à immigrer illégalement ou à accepter des offres de travail douteuses quand peu d'options légales sont disponibles autrement. Résoudre ce genre de problèmes, dit Jordan, "ne vous permet pas de vous ballader partout et de dire que vous 'sauvez des esclaves sexuels'". L'approche prohibitionniste signifie surtout que "l'on n'a au fond pas besoin de s'occuper des gens qui vivent en marge de la société."

Que se passe-t-il quand les personnes impliquées dans le travail du sexe - ces gens que les lois sont supposées protéger - protestent? Leur existence est le plus souvent niée par les abolitionnistes. Lors de la manifestation anti-Backpage de Juin, j'ai pu observer l'organisation de Norma Ramos distribuer des flyers aux passants, les mettant en garde contre le terme même de travail du sexe, qui, selon eux, "occulte complètement la violence physique, psychologique et sexuelle infligée aux

personnes prostitué-e-s", bien qu'elles admettaient que "les femmes prostituées préfèrent utiliser ce terme". Si ce débat sémantique semble un peu rébarbatif, son but se révèle quelques mètres plus loin, où des membres du Sex Workers Outreach Project New York (SWOP-NYC, le Mouvement d'Aide au Travailleurs du Sexe de New York), un collectif de bénévoles qui cherche à améliorer les conditions de vie des travailleurs-ses du sexe, faisaient une contre-manifestation dans le silence. Les militants du SWOP, parmi lesquels se trouvaient d'anciens-nes ou actuels-les travailleurs-ses du sexe, accostaient les New Yorkais dans Greenwich Village avec sourires et flyers, les invitant à offrir leur soutien à ceux qui ont une véritable expertise dans l'industrie du sexe. Ce jour-là, la police a défendu à plusieurs reprises aux membres du SWOP d'approcher des partisans de Ramos à moins d'un paté de maison. Ils n'ont en revanche rien dit à Ramos.

Féministes, Flics et Conservateurs

Un article dans le numéro d'août de Marie Claire montre Andrea Powell, directrice exécutive de Free Aware Inspired Restored (FAIR) Girls (Filles Libres, Conscientes, Inspirées et Restaurées), alors qu'elle trolle Backpage pour ses publicités sexuelles qu'elle suspecte avoir été mises en ligne par ou à l'attention de mineurs : "écouteurs à l'oreillette et iPhone à la coque rose et noir en main afin de contacter la police, Powell dit d'un ton empressé, 'il faut la signaler maintenant.'" Mais quand la police met en place une opération d'infiltration contre l'auteur de la publicité, continue l'histoire, "Ils ont dit que c'était une adulte - qui ne cherchait pas l'aide de la police ou de quiconque".

Certain-e-s activistes pensent que recourir à la police pour "sauver" des personnes du commerce du sexe est l'image d'une intervention pour les droits humains réussie. Elles ne comptent pas leurs victoires par le nombre de personnes qu'elles aident ; Elles les comptent par les arrestations qu'elles causent.

Ces tactiques font partie de ce que Elizabeth Bernstein appelle le "féminisme carcéral"; Janet Halley, professeure de droit à Harvard, appelle cela le "féminisme gouvernant". Les féministes étaient autrefois une puissante critique du système judiciaire, mais cet argument a disparu au moment où elles y ont trouvé de la puissance. De façon peu surprenante, elle se sont faites des allié-e-s conservateurs en route.

En redéfinissant le travail du sexe comme un système de méchants hommes faisant de vilaines choses à de jeunes femmes réduites en esclavage, les abolitionnistes sont devenues des libératrices plutôt que des mégères [litt. - à changer?], tout en rendant leur message plus attrayant pour les conservateurs sociaux qui se méfiaient d'elles auparavant. L'organisation conservatrice Heritage Foundation a rejoint la "lutte contre l'" principalement pour reprocher à l'administration d'Obama et aux Nations Unies de ne pas adopter une politique plus punitive. La Protect Innocence Initiative, une coalition entre les organisations anti-prostitution Shared Hope International et American Center for Law & Justice (la réponse de la droite à la ACLU), ont fait un discours au Values Voters Summit à Washington en Septembre dernier, vantant les mérites des 40 billets de lois qu'il a convaincu les législateurs d'adopter depuis Décembre 2011. Le titre : "Pouvez-vous protéger vos enfants de l'industrie du sexe commercial?". La directrice du Shared Hope International et ex-Grande Électrice Linda Smith (Républicaine, basée à Washington) a expliqué à l'audience de Values Voters qu'ils devraient "mettre ce problème à la place qui est le sien", aux côtés de la cause des anti-avortement.

Donna M. Hughes, professeure d'étude des femmes [?] à l'université de Rhode Island est une autre de ces voix favorables au conservatisme au sein du groupe prohibitionniste. Elle a notamment félicité George W. Bush pour avoir "combattu le commerce de sexe au même titre qu'avoir combattu en Iraq pour la démocratie et contre le terrorisme". Hughes a tenu un discours sur les droits des femmes assez curieux en soutien des guerres d'Iraq et d'Afghanistan dans le Washington Post en 2004, coécrit avec la féministe de la deuxième vague Phyllis Chesler. Dans cet article, le

duo critique les féministes qui pour elles n'ont pas vu que les "conservateurs peuvent être de meilleurs alliés que la gauche libérale sur certains sujets."

Les travailleur-se-s du sexe subissent l'essentiel des attaques de cette coalition qui utilise les forces de l'ordre pour protéger les droits des femmes. Parmi celles-ci on peut trouver une augmentation des peines pour "exploitation sexuelle", mesure soutenue par des groupes comme la National Organisation for Women New York (NOW-NYC, l'Organisation Nationale pour les Femmes) et la Chicago Alliance Against Sexual Exploitation (CAASE, l'Alliance de Chicago Contre l'Exploitation Sexuelle) qui ont mené à des opérations d'infiltration de grande envergure, comme le raid de Janvier 2012 qui a entraîné l'arrestation de "200 macs" et saisi un certain nombre de leurs véhicules avant de les déferer en justice. Mais demander aux policiers de protéger les femmes en "arrêtant leurs macs" ne les empêche pas d'arrêter des travailleur-se-s du sexe. Une étude conduite par le Chicago Reporter en 2012 sur les affaires de prostitution à Chicago a montré que sur 1266 convictions sur ses quatre dernières années, 97% des charges avaient été faites contre des travailleurs-se-s du sexe, avec une augmentation de 68% entre 2008 et 2011. Cela pendant les mêmes années où le CAASE a fait du lobbying pour la Illinois Safe Children Act (Loi sur la Sécurité des Enfants de l'Illinois), destiné à arrêter les arrestations de ce que le texte de loi décrit comme des "personnes prostituées", et à concentrer les efforts sur les "trafiquants" et les clients, au moyen d'écoutes et d'infiltrations. Depuis que la loi a été promulguée en 2010, seuls trois clients ont été condamnés. Ces opérations tapageuses surtout destinées à rafler la une des journaux infligent à ces jeunes femmes l'humiliation de la prison, des procédures juridiques, et du fichage dans des bases de données gouvernementales, parfois toute leur vie.

"Il est fascinant que des femmes qui se prétendent féministes" soient si promptes à utiliser la loi de la sorte, dit Ann Jordan. Soutenir les opérations de police anti-prostitution signifie pour elles demander l'aide de "toutes ces institutions qui oppressent les femmes depuis toujours, ajoute-t-elle. Mais elles sont prêtes à utiliser la loi pour faire pression sur les femmes et les contraindre à se comporter de la façon qu'elles veulent".

En tant que secrétaire générale [? - Pas sûre] du Sex Workers Project au Centre pour la Justice Urbaine, Melissa Broudo s'occupe des retombées des raids de police comme celui de New York l'hiver dernier. Broudo est l'une des rares avocates protégeant les personnes victimes du et qui ont été mises en examen pour prostitution. "Le plus dur pour moi, dit-elle, c'est de représenter des personnes qui ne rentrent pas dans le moule. Elles ne sont pas des gamines de 12 ans, ou quelque soit l'image qu'on se fait d'elleux. Des hommes peuvent être victimes de cette traite. Des femmes et des hommes trans peuvent l'être également, et le sont. Des femmes âgées peuvent être victimes. Mes clients figurent dans toutes les catégories, mais elles ne correspondent pas à l'image de la traite telle qu'on se la représente couramment".

De telles représentations simplistes de la traite ont des conséquences dévastatrices pour ceux qui en sont victimes. "Quand je fais tomber les charges qui pèsent sur les survivants, dit Broudo, je me retrouve face à un obstacle quand je m'occupe du cas de toute personne n'étant pas une femme mineure et cisgenre (non trans*). Cela ne devrait pas être le cas." Mais elle ajoute que "être conscient du problème n'est pas suffisant, et les campagnes d'information peuvent avoir des conséquences négatives. Quand quelqu'un comme Nicholas Kristof, chroniqueur au New York Times, écrit un article demandant la fermeture de Backpage ou congratulant l'action des forces de l'ordre, ille renforce l'image que la solution du problème se trouve dans la criminalisation ; dès lors, les gens pensent qu'il faut incarcérer plus de personnes, et c'est extrêmement préjudiciable. Et malheureusement, à chaque fois que de l'argent est alloué pour des arrestations, cela aboutit à des situations où des travailleur-se-s du sexe, qu'elles aient ou pas été forcé-e-s à se prostituer, sont arrêté-e-s".

Les travailleur-se-s du sexe militant-e-s expriment cette inquiétude depuis longtemps, non pas pour protéger l'industrie du sexe (comme le soutiennent les activistes anti-prostitution), mais pour se protéger de la violence de l'arrestation et de celle qui résulte de la stigmatisation et des

discriminations qui les touchent. Les défenseurs des droits des travailleurs du sexe cherchent à stopper ces arrestations, alors que les féministes qui devraient être leurs alliés cherchent à en augmenter le nombre.

'Tas d'os sur Gilgo Beach'

Entre 2010 et 2011, les restes de 10 personnes, la plupart identifiées comme étant travailleuses du sexe, furent trouvés à Gilgo Beach, sur Long Island. Les travailleurs du sexe de New York, ainsi que les militants du SWOP, répondirent à chaque fois en aidant les familles des victimes, en assistant à des veillées ou en offrant leur soutien d'une quelconque façon. De tels réseaux sont puissants au sein des travailleurs-ses du sexe, qui ne peuvent compter sur la police, la justice ou toute autre institution vers lesquelles la plupart des gens peuvent se tourner en période de crise.

La réponse du NOW-NYC à ces meurtres encore non élucidés a pris la forme d'une lettre de sa présidente, Sonia Ossorio, adressée au *New York Daily News*. Pendant la campagne du NOW pour l'augmentation des descentes dans le milieu du commerce du sexe, Ossorio s'est plainte d'une colonne parue dans le journal interrogeant le bien fondé de garder la prostitution dans l'illégalité. Elle a terminé sa lettre en évoquant ces femmes assassinées qui "ont terminé en tas d'os sur Gilgo Beach" [tas d'os = traduction caca]. Pour Ossorio, la mort de ces femmes justifie la prohibition, et n'est en rien l'expression des dangers engendrés par la prohibition.

Ce n'est pas le travail du sexe qui expose les travailleur-se-s à la violence ; c'est notre propension à les abandonner à la violence en cherchant à les contrôler. La prohibition rend la prostitution plus dangereuse qu'elle le serait autrement — elle la pousse dans l'ombre, et elle les prive de toute protection juridique. Le combat autour de cette politique va bien au-delà des tensions entre deux générations de féministes. C'est un mariage hideux entre le féminisme, le conservatisme et la domination policière que beaucoup de féministes prétendent combattre.

Les partisans du travail sexuel ont gagné du terrain en prenant cette alliance en compte. En 2011, et pour la première fois, des activistes travailleur-se-s du sexe ont participé à l'Examen Périodique Universel (EPU) de l'Observatoire mondial des droits de l'homme, une étude des droits de l'homme de chaque pays membre menée tous les quatre ans. C'était également la première fois que les États-Unis figurent dans cette étude.

L'activiste et femme transgenre Darby Hickey, impliquée dans la cause du travail du sexe, est actuellement analyste au Best Practices Policy Project, qui défend les droits de travailleur-se-s du sexe, a participé à l'évaluation faite par les Nations Unies. Ses constatations rejoignent ce que les travailleurs-ses du sexe dénoncent depuis des années : les travailleur-se-s du sexe américains sont vulnérables aux discriminations et à la violence non seulement à cause de leur travail, mais également à cause de la façon dont les institutions les excluent et les attaquent. Les États-Unis ont signé les recommandations de l'EPU disant que "personne ne peut faire face à des violences ou des discriminations dans l'accès à des services publics, qu'elle que soit leur orientation sexuelle ou leur statut en temps que personne prostituée.

"Maintenant, il n'y a plus qu'à voir ce qu'ils vont en faire, dit Hickey, et quelles mesures ils vont prendre pour s'occuper de la violence du système et celle des forces de l'ordre en particulier". Au sujet de la criminalisation et du système pénitentiaire, Hickey ajoute : "En temps normal, on admet que nous allons dans la mauvaise direction, mais c'est tout le contraire dès que l'on parle de prostitution, où tout le monde dit 'arrêtez plus de personnes, augmentez les peines'". De la même façon que la guerre contre la drogue est aussi bien une guerre contre le peuple noir, Hickey ajoute, celle sur la prostitution s'attaque aux travailleurs-ses du sexe.

Si nous nous permettons de qualifier les attaques sur les droits à la reproduction [?] de "guerre contre les femmes", alors il faut parler d'une guerre contre les femmes qui a de vrais prisonniers et des morts. C'est une guerre touchant les femmes impliquées dans le travail du sexe, menée par des femmes qui n'hésiteront pas à utiliser les cadavres de leurs opposants comme argument politique, tout en refusant de les écouter lorsqu'elles sont encore en vie et qu'elles se battent.

Texte original de <http://reason.com/archives/2013/01/21/the-war-on-sex-workers/singlepage>

The War on Sex Workers

An unholy alliance of feminists, cops, and conservatives hurts women in the name of defending their rights.

Melissa Gira Grant from the February 2013 issue

On August 30, a 19-year-old woman in Ann Arbor, Michigan, was arrested after a prospective client called 911 on her. He claimed she raised her fee for services after their initial online contact. The cops took her away in handcuffs.

There's nothing particularly unusual about this story, which initially appeared on AnnArbor.com. It's one of dozens you can find every day in police blotters and local newspapers around the country, often accompanied by mug shots. No women's rights organization compiles comprehensive data on how many people are arrested, tried, convicted, and incarcerated for prostitution-related charges. But their names and photos are lodged in search engines in perpetuity, no matter the outcome of their cases.

The consequences of such arrests can be life shattering. In Louisiana some women arrested for prostitution have been charged under a 200-year-old statute prohibiting "crimes against nature." Those charged—disproportionately black women and transgender women—end up on the state sex-offender registry. In Texas a third prostitution arrest counts as an automatic felony. Women's prisons are so overloaded that the state is rethinking the law to cut costs. In Chicago police post mug shots of all those arrested for solicitation online, a shaming campaign intended to target men who buy sex. But researchers at DePaul University found that 10 percent of the photos are of trans women who were wrongly gendered as men by cops and arrested as "johns." A prostitution charge will haunt these women throughout the interlocking bureaucracies of their lives: filling out job applications, signing kids up for day care, renting apartments, qualifying for loans, requesting passports or visas.

Not all people who do sex work are women, but women disproportionately suffer the stigma, discrimination, and violence against sex workers. The result is a war on women that is nearly imperceptible, unless you are involved in the sex trade yourself. This war is spearheaded and defended largely by other women: a coalition of feminists, conservatives, and even some human rights activists who subject sex workers to poverty, violence, and imprisonment—all in the name of defending women's rights.

Off Craigslist and Onto the Streets

A woman dressed from head to toe in khaki was trying to corral the few dozen people who showed up to picket in front of the New York offices of *The Village Voice*. Her eyes shaded from the blazing June sun by a safari-style brimmed hat, Norma Ramos pointed toward the entrance of the venerable alternative weekly with one hand, gripping a hand-printed placard in the other. It read, in deliberately uneven letters: "The TRUTH behind backpage.com: \$2 MILLION PER MONTH by

hosting sex trafficking ads.”

Ramos is the executive director of the Coalition Against Trafficking in Women (CATW). According to promotional copy from the speaker’s bureau that represents her, Ramos is at the forefront of “one of the most ignored and tragic social justice issues that affects our world.” She takes credit (with some exaggeration) for shutting down Craigslist’s “Erotic Services” listings, where anyone with an email address used to be able to post an ad offering sexual services to anyone with an Internet connection. After the demise of Erotic Services, which followed years of lobbying by law enforcement agencies and the National Association of Attorneys General, many sex workers opted for Craigslist’s main competitor, Backpage.com, which saw a tremendous spike in new sex work ads. (The site, once owned by Village Voice Media, was recently split from the alt-weekly side of the business, partly due to the controversy over its content.)

Ramos’ Craigslist fight, like the Backpage campaign that followed, drove up the cost of doing business for some sex workers. After opponents used the media and congressional hearings to dubiously link Craigslist to violence and exploitation in the sex trade, Craigslist began charging \$5 per post for its Erotic Services ads, arguing that credit card numbers would help police locate advertisers who had been victimized. For sex workers who could not afford the fees, the next best choice was to take on the additional physical and legal risks of soliciting on the streets. All the buzz threw a spotlight on both sites, giving cops an excuse to step up stings that put Craigslist and Backpage advertisers in jail. Now Ramos is agitating for an encore.

Two months before the demonstration outside the *Voice*, feminist icon Gloria Steinem held court in the brothels of India as part of a humanitarian junket sponsored by the NoVo Foundation, one of the largest private women’s charities in the United States. NoVo’s money is Warren Buffett’s money: \$1 billion, transferred by the second wealthiest American to his son Peter, who chairs the effort along with his wife, Jennifer. Steinem accompanied Peter and Jennifer Buffett on a tour of Sonagachi, Calcutta’s biggest red light district. Steinem came away from her visit with an astounding proposal: What would really benefit the women who worked there—whom she described to the Calcutta Telegraph as “prostituted,” characterizing their condition as “slavery”—would be to end sexual health services and peer education programs in brothels, programs that have been recognized by the United States Agency for International Development as best-practices HIV/AIDS interventions. Steinem described the women leading those health and education programs as “traffickers” and those who support them “the trafficking lobby.”

How have we arrived at this point, that in the name of “protecting” women, or even ensuring their “rights,” feminists are eager to take away their jobs and health care? Ramos, Steinem, and their allies deliberately conflate sex work and what they now call “sex trafficking” for their own reasons, not to advance the rights of sex workers. The result is—or should be—an international scandal.

How Sex Work Became “Sexual Exploitation”

Feminist fights over prostitution and pornography are old news. But anti-sex work feminism has come a long way from the magazine store picket lines of the 1970s and the campus anti-porn revivals of the 1990s. “Pornography is the theory, and rape is the practice,” wrote feminist author and activist Robin Morgan in 1980. She is still around today, hosting a radio show on D.C.’s 1580 AM for the Women’s Media Center. “Prostitution is paid rape,” claims Melissa Farley, who has been fighting against sex workers since the 1990s and now produces reports for anti-prostitution organizations such as Demand Abolition. While these women once focused on ending sexual “objectification” in magazines and red light districts, today they are waging a global war that pits one class of women against another.

One architect of this shift is attorney Jessica Neuwirth, a founder of the women’s rights organization Equality Now. In a 2008 interview with Barnard College sociologist Elizabeth Bernstein, Neuwirth described the change as a move away from “an earlier wave of consciousness about exploitation

that took both pornography and prostitution almost together as a kind of commercial sexual exploitation of women.” The rewrite was necessary, Bernstein explained in the journal *Theory and Society*, because the outright prohibition of porn and prostitution was not popular, putting feminists at odds with liberal allies such as the American Civil Liberties Union (ACLU). “They got battered down by ACLU types,” Neuwirth told Bernstein. “By re-situating these issues in terms of the ‘traffic in women’ overseas and as a violation of international commitments to women’s human rights,” Bernstein explained, “they were able to wage the same sexual battles unopposed.”

These battles were now being fought in the name of combating “sexual exploitation,” “sex trafficking,” and “sex slavery.” The activism has shifted to the realm of international law. In 2000 anti-sex work feminists attempted to push their redefinition of sex work into the U.N. Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children. Norma Ramos and her allies wanted the protocol, which is intended to formally define trafficking across U.N. programs and to promote collaboration among U.N. member states in order to protect the rights of people who are trafficked, to define all prostitution as “trafficking.” According to the Paulo Longo Research Initiative scholar Jo Doezema’s 2010 book *Sex Slaves and Discourse Masters*, sex workers were supported by the U.N. special rapporteur on violence against women, who rejected the prostitution/trafficking equivalence. Sex workers also opposed the Coalition Against Trafficking in Women’s substitute proposal, which described commercial sex as “sexual exploitation.”

CATW went on a media offensive, seeking to discredit their opponents, even enlisting Sen. Jesse Helms to the cause. It worked. The protocol was approved and is now signed by 117 countries, defining sex for pay as “sexual exploitation.” The protocol has given feminists legal and moral cover to target sex work under the banner of fighting trafficking.

“People have been very successful in using this term sexual exploitation in pushing legislation,” says Ann Jordan, former director of the Program on Human Trafficking and Forced Labor at American University’s Washington College of Law and an attorney who has defended the rights of trafficked persons. “Many of the people they talk to never ask them what they mean by it.” But while sex work opponents have been successful in passing laws against “sexual exploitation,” Jordan says, “they are not enforceable because no one knows what this means.”

On the domestic front, anti-sex work activists scored one of their biggest wins with the 2005 reauthorization of the Trafficking Victims Protection Act (TVPRA). TVPRA earmarked \$50 million for law enforcement agencies to “develop and execute programs targeted at reducing male demand and to investigate and prosecute buyers of commercial sex acts.” Although ostensibly aimed at supporting victims of forced labor, TVPRA provides money for efforts to discourage men from hiring sex workers, including quasi-legal and legal activities such as escorting, pornography, stripping, and phone sex, as well as for investigating the people they attempt to hire. Although nearly all prostitution-related law in the United States is made at the state or municipal level, redefining prostitution as trafficking provides a rationale for federal action against the sex trade.

Meanwhile, legislators in many states have responded to the demands of feminist activists by boosting penalties for prostitution-related offenses and prioritizing enforcement. “Think about it,” Jordan says. “If you are a politician on the state or national level, and someone comes to you and says, ‘There are these horrible men who are holding these innocent little virgins, and all you need to do is put money into law enforcement,’” you will want to act. Stepping up vice enforcement allows legislators to avoid the far more complicated steps necessary to support people who have been trafficked or to meaningfully address immigration and labor policies that drive people to migrate illegally or accept dubious work offers when few legal options are available. Tackling problems such as those, Jordan says, “doesn’t allow you to go around and say you are ‘saving sex slaves.’” The prohibitionist approach means “you don’t actually have to deal with the people at the edges of society.”

What happens when people in the sex trade—the people these laws supposedly are meant to protect—push back? Anti-trafficking activists often respond by denying their existence. At the June anti-

Backpage protest, I watched Norma Ramos' staff distribute fliers to passers-by cautioning them against the very term sex work, a phrase that "completely masks the physical, psychological, and sexual violence inflicted on prostituted persons," although they had to acknowledge "it is a term that women in prostitution themselves use and prefer."

If this semantic debate seems a bit arcane for placards and fliers, the purpose was revealed 15 feet further down the sidewalk, where members of the Sex Workers Outreach Project New York (SWOP-NYC), a volunteer-based, grassroots group dedicated to improving the lives of sex workers, held a quiet counter-protest. SWOP members—current and former sex workers among them—greeted New Yorkers on their way through Greenwich Village with smiles and fliers, inviting them to throw their support behind the people who had real expertise on the sex industry. That day the police repeatedly instructed SWOP members to stay half a block away from Ramos' people. They made no such demands of Ramos.

Feminists, Cops, and Conservatives

An article in the August issue of *Marie Claire* follows Andrea Powell, executive director of Free Aware Inspired Restored (FAIR) Girls, as she trolls Backpage for classified sex ads she suspects were placed by or for minors: "Putting in an earbud and picking up her pink-and-black Kate Spade-encased iPhone to dial a local police officer, Powell says urgently, 'We have to report her now.'" But when the cops set up a sting operation against the advertiser, the story continues, "she said she was in fact an adult—and didn't want help from the police or anyone else."

Some activists view calling the cops to "rescue" people from the sex trade as the model of a successful human rights intervention. They don't count their victories by the number of people they help; they count them by arrests.

These tactics are part of a rise in what Elizabeth Bernstein calls "carceral feminism"; Harvard law professor Janet Halley calls it "governance feminism." Feminists once offered a powerful critique of the criminal justice system, but that argument has faded as they have found power within it. Not surprisingly, they have found conservative allies along the way.

In redefining sex work as an issue of bad men doing bad things to enslaved young women, anti-prostitution activists have recast themselves as liberators instead of scolds, while simultaneously making their message more attractive to the social conservatives who have at times distrusted them. The conservative Heritage Foundation has taken up the cause of "fighting sex trafficking," though mostly as a way to beat up on the Obama administration and the United Nations for not adopting even more punitive policy. The Protect Innocence Initiative, a partnership between the anti-prostitution Shared Hope International and the American Center for Law & Justice (the right's answer to the ACLU), gave a presentation at the Values Voters Summit in Washington last September touting the 40 bills it has persuaded state legislators to introduce since December 2011. The title: "Can You Protect Your Children From the Commercial Sex Industry?" Shared Hope International's director, former Rep. Linda Smith (R-Wash.), explained to the Values Voters audience that they should "put this issue in its proper position" alongside the anti-abortion cause.

Donna M. Hughes, a professor of women's studies at the University of Rhode Island, who praised George W. Bush for "put[ting] the fight against the global sex trade on par with the campaign for democracy in Iraq and the war on terrorism," is another conservative-friendly voice in the anti-sex work chorus. Hughes banged her own curious "women's rights" drum in support of the wars in Iraq and Afghanistan in a 2004 *Washington Post* op-ed, co-written with second-wave feminist Phyllis Chesler, in which the duo criticized feminists for not seeing that conservatives "could be better allies on some issues than the liberal left has been."

Sex workers bear the brunt of this coalition's preference for using law enforcement to protect women's rights. Increased penalties for "sex trafficking," supported by such groups as the National Organization for Women New York (NOW-NYC) and the Chicago Alliance Against Sexual

Exploitation (CAASE) have led to high-profile sting operations, such as a January 2012 bust in New York snaring a reported “200 johns” and seized many of their vehicles prior to arraignment. But demanding cops protect women by “going after the johns” doesn’t exempt sex workers from arrest. A 2012 examination of prostitution-related felonies in Chicago conducted by the Chicago Reporter revealed that of 1,266 convictions during the past four years, 97 percent of the charges were made against sex workers, with a 68 percent increase between 2008 and 2011. This is during the same years that CAASE lobbied for the Illinois Safe Children Act, meant to end the arrest of who the bill describes as “prostituted persons” and to instead target “traffickers” and buyers through wiretaps and stings. Since the Act’s passage in 2010, only three buyers have been charged with a felony. These feminist-supported, headline-grabbing stunts subject young women to the humiliation of jail, legal procedures, and tracking through various law enforcement databases, sometimes for the rest of their lives.

“It’s fascinating that women who claim to be feminists” are so willing to use the law in this way, says Ann Jordan. Supporting anti-prostitution enforcement requires them to call in the muscle of “all these institutions that have oppressed women forever,” she notes. “But they are willing to use the law to coerce a particular kind of behavior from women.”

As a staff attorney at the Sex Workers Project at the Urban Justice Center, Melissa Broudo deals with the aftermath of crackdowns like the one in New York last winter. Broudo is one of the few lawyers who works to vacate the sentences of people who have been trafficked and who have been convicted of prostitution charges. “The hardest piece I’ve dealt with,” Broudo says, “is trying to represent individuals who don’t fit the model. They aren’t a 12-year-old girl, or whatever the portrayal is. Men can be trafficked. Trans women and trans men can be trafficked, and are trafficked. Older women can be trafficked. I have clients who fall within all different categories, but they [don’t match the conventional] picture of trafficking.”

Oversimplified portrayals of trafficking can have devastating consequences for those who are trafficked. “When I am vacating prior convictions for survivors,” say Broudo, “I view it as a legal hurdle if it’s someone who isn’t a cisgender [nontransgender] female minor at the time. And it shouldn’t be that way.” Broudo concedes that “you need people to understand that trafficking exists.” But she adds that “awareness isn’t enough, and awareness campaigns can have negative consequences. When somebody like [*New York Times* columnist] Nicholas Kristof writes an article about shutting down Backpage or applauding law enforcement efforts, it creates this picture that the answer is criminalization and punishment, and then people think we need to arrest more people, and that’s incredibly detrimental. And unfortunately, when there is more money and a mandate for arrests, that will often result in sex workers who may or may not have been forced into sex work being arrested.”

Sex-worker activists have long voiced this concern, not to protect the sex industry (as anti-prostitution campaigners claim) but to protect themselves from the violence of arrest and the violence that results from widespread social stigma and discrimination. Defenders of sex workers’ rights want to stop those arrests, while the feminists who should be their natural allies are pushing for more.

‘Sack of Bones on Gilgo Beach’

Between 2010 and 2011, the remains of 10 people, many identified as sex workers, were found on Long Island’s Gilgo Beach. New York sex workers, including SWOP members, responded by reaching out to the families of the victims, attending vigils, and providing support to one another. Networks such as these are strong among sex workers, who cannot rely on cops, courts, or other institutions most people can turn to in times of crisis.

NOW-NYC’s response to these murders, still unsolved, came in a letter from its president, Sonia Ossorio, to the *New York Daily News*. Against the backdrop of NOW’s campaign to increase stings

and raids in the sex trade, Ossorio complained that the paper was out of bounds for running a column questioning the public good in keeping prostitution illegal. She closed her letter by invoking the murdered women who “ended up as sacks of bones on Gilgo Beach.” For Ossorio, these women’s deaths are a justification for prohibition rather than a wake-up call to the dangers that prohibition creates.

It is not sex work that exposes sex workers to violence; it is our willingness to abandon sex workers to violence in an attempt to control their behavior. Prohibition makes prostitution more dangerous than it would otherwise be by pushing it underground and stripping sex workers of legal protection. The fight over that policy is about more than just strains between generations of feminism. It is about an unholy marriage of feminism with the conservatism and police power that many feminists claim to stand against.

Advocates for sex workers are making some headway in calling that alliance to account. In 2011, for the first time, sex-worker activists participated in the U.N. Universal Periodic Review of Human Rights (UPR), a review of all member states’ human rights records conducted each four years. It was also the first year that the U.S. government’s record on human rights was up for U.N. review.

Activist Darby Hickey, a transgender woman who has been involved in the sex trade and is currently an analyst at the Best Practices Policy Project, which defends sex worker rights, participated in the U.N. evaluation. Its findings reinforced what sex workers have been reporting for decades: American sex workers are vulnerable to discrimination and violence not simply because of their work but because of the ways institutions exclude and harm them. The United States signed on to UPR recommendations that “no one should face violence or discrimination in access to public services based on sexual orientation or their status as a person in prostitution.”

“Now we’ll see what they do with that,” Hickey says, “and what steps they take to address violence from law enforcement and systemic violence.” When it comes to criminalization and the prison system, Hickey says, “there’s a general recognition that we’re going in the wrong direction, but around prostitution it’s going in the opposite direction, where people are saying, ‘Arrest more people; increase penalties.’” Just as the war on drugs is in many ways a war on black people, Hickey says, the war on prostitution is a war on sex workers.

If we are going to call attacks on reproductive and sexual rights a “war on women,” then let’s talk about a war on women that has actual prisoners and a body count. It’s a war on the women engaged in sex work, waged by women who will not hesitate to use their opponents’ corpses as political props but refuse to listen to them while they are still alive and still here to fight.